

En sursis depuis plusieurs années, les acteurs sociaux et culturels qui occupent l'ancienne usine Sugus à Serrières doivent quitter les lieux en fin d'année. Ils recherchent de nouvelles solutions

Les occupants de l'usine Sugus à la rue

JULIE JEANNET

Neuchâtel ► Des millions de Sugus ont été produits dans le vallon de Serrières, à l'ouest de Neuchâtel, pendant soixante ans. La production a été relocalisée en France en 1993. Le quartier des anciennes usines Suchard, souvent présenté comme une friche industrielle, abrite pourtant un riche terreau.

Plusieurs acteurs de la scène sociale, culturelle et économique neuchâteloise se sont installés sur l'ancien site de production des caramels. Actuellement, l'AMAR (lieu autogéré multiculturel d'accueil et de rencontres), le Théâtre Tumulte, le collectif U-Zehn et le centre portugais Benfica y proposent notamment des activités. Au bénéfice d'un contrat de prêt à usage, les occupants sont sommés de quitter les lieux à la fin de l'année. L'ancienne usine devrait être rasée pour laisser place à un réaménagement complet du quartier.

Pas encore de permis de construire

Jean-Philippe Hoffmann, cofondateur du Théâtre Tumulte, s'est installé dans l'usine, il y a quinze ans. «En 2004, on nous avait dit que nous pourrions rester trois ans, mais en raison des oppositions, notre contrat a été prolongé d'année en année. Aujourd'hui, le gérant du projet nous met à la porte, alors qu'il n'a toujours pas les autorisations pour construire», s'insurge-t-il. Le comédien dénonce le fait que d'autres bâtiments du quartier, notamment un café, des appartements à loyer modéré et une villa aient été évacués depuis 2013 et soient restés inutilisés depuis. Il craint que le



L'ancienne usine devrait être rasée pour laisser place à un réaménagement complet du quartier. JJT

même sort affecte l'ancienne usine Sugus.

L'AMAR, qui partage ses locaux avec Droit de rester – l'association de défense des requérants d'asile –, se voit contraint de déménager une cinquième fois. «Nous sommes tous bénévoles et voulons mettre nos forces dans l'accueil et le soutien des personnes migrantes, pas dans des batailles juridiques ou la recherche de nouveaux locaux. Cette situation nous décourage», témoigne

«Nous sommes en discussion depuis trois ans pour retrouver des locaux, mais tout est extrêmement lent.»

Théophile Glauser

Caterina Cascio, membre de l'association.

Benoît Couchepin, chargé de communication pour le projet Tivoli Center, propriétaire des lieux, rappelle que tous les usagers du bâtiment se sont vus notifier en juillet 2018 la nécessité de quitter l'usine fin 2019. «La situation est explicite depuis longtemps, nous leur avons laissé le temps de se retourner. De plus, depuis le 1^{er} janvier 2019, nous leur avons offert un prêt à usage, ils ne paient donc

plus de loyer mais les charges uniquement.»

Un quartier neuf

En discussion depuis 2003, le projet de réaménagement du quartier est actuellement mené par la société Implenia en collaboration avec Credit Suisse. Les usines devraient être rasées pour faire naître des logements et des surfaces commerciales. Certains habitants du quartier craignent de voir pousser des appartements de luxe à des prix

bien supérieurs aux loyers actuels. Une série d'oppositions ont retardé le projet depuis quinze ans. Nils Müller, gérant et propriétaire de la société d'électronique Unidynamic, a vu son dernier recours rejeté par le Tribunal cantonal neuchâtelois en septembre dernier.

Tivoli Center espère voir toutes les oppositions levées prochainement et ainsi commencer les travaux. «Nous devons notamment débrancher les installations électriques du bâtiment à la fin de l'année pour des raisons sécuritaires», ajoute Benoît Couchepin. Le propriétaire de l'entreprise d'électronique a encore la possibilité de recourir devant le Tribunal fédéral, mais actuellement sa situation financière l'empêche de le faire.

La Ville de Neuchâtel affirme travailler avec les acteurs touchés par l'expulsion. Pourtant Théophile Glauser, du collectif U-Zehn, s'impatiente: «Nous sommes en discussion depuis trois ans pour retrouver des locaux, mais tout est extrêmement lent.» Sylvain Ghirardi, le chef du Service de l'intégration et des infrastructures culturelles admet que le dossier est très complexe. «En raison de la politique de densification urbaine, il n'y a presque plus de friches industrielles. Retrouver des locaux semblables à des loyers si bas est assez irréaliste.» Son service planche actuellement sur des solutions intermédiaires. «Notre objectif est de permettre une continuité de ces activités sociales et culturelles, en développant des collaborations avec d'autres acteurs déjà soutenus par la Ville.» En l'état, il juge peu réaliste la possibilité de reloger tout le monde d'ici à début 2020. 1

